«Gandrange vivra»

Plusieurs centaines de sidérurgistes - 600 selon la police grand-ducale, plus de 800 selon des sources syndicales - ont manifesté hier matin devant le siège du géant sidérurgique ArcelorMittal contre la suppression de 590 des quelque 1.000 emplois sur le site de Gandrange, en Moselle. ArcelorMittal avait confirmé la semaine dernière sa décision de fermer d'ici le premier trimestre 2009 de l'aeiérie et le train à billettes à Gandrange, unité de production en possession de Mittal Steel depuis 1999.

Après la fermeture de l'aciérie, qui produit 900.000 tonnes par an, ne restera à Gandrange que le laminoir à couronnes et à barres ainsi que des activités de recherche et de développement. Le groupe sidérurgique justifie la mesure par le par le manque de rentabilité des installations et a d'ores et déjà proposé de spécialiser le site de Gandrange, actuellement déficitaire, sur l'activité de laminage de fil machine. Ce projet s'inscrirait dans la stratégie d'ArcelorMittal en Lorraine afin de rendre l'activité bénéficiaire et pérenne et comprendrait aussi le reclassement du personnel sur les sites de Florange (F) et de Schifflange (L). ArcelorMittal a également confirmé son engagement en faveur du site de Florange (aciers plats carbone) et augmenté son budget d'investissement 2008 pour le site de 60% à 65 millions d'euros.

Selon le Ministre de l'Economie luxembourgeois, ArcelorMittal planifie d'injecter 20 millions d'euros dans l'aciérie de Schifflange pour y «booster» la capacité de production de 250.000 à 1,1 millions de tonnes par an



Une nouvelle manifestation est envisagée en Lorraine le 9 février prochain

Photo: F. Aussems

Selon Jeannot Krecké, les sites de Florange et de Schifflange pourraient accueillir quelque 370 des ouvriers de Gandrange. Il n'y aurait pas de licenciements, alors qu'au cours des années 2008-2010 quelque 200 salariés de Gandrange feraient valoir leur droit à la retraite.

Des annonces qui ne rassurent cependant guère les membres de l'intersyndicale CFDT, CGT, CFE-CGC, soutenue lors de l'action d'hier par les syndicats luxembourgeois, des délégations syndicales venues de Belgique et de Roumanie ainsi que d'élus de Lorraine, comme le maire de Gandrange, Michel Bigaré.

Contre-projet industriel

La crainte qu'à terme d'autres usines ArcelorMittal dans la région pourraient fermer, avec leur lot de suppressions d'emplois aussi dans d'autres entreprises «vivant» de la sidérurgie, a émaillée les discours syndicaux. Une délégation a été reçue par l'un des directeurs des ressources humaines du groupe. Sans trop de succès. Edouard Martin, délégué européen CFDT,

s'est dit relativement satisfait d'une «petite ouverture», permettant la proposition d'un contreprojet industriel assorti d'investissement et de formation. Vendredi, un expert devrait être désigné par les syndicats. Une nouvelle manifestation est envisagée en Lorraine le 9 février prochain.

La manifestation d'hier s'est déroulée sans incident selon la police grand-ducale, qui a tout de même dû enlever 25 voitures garées dans le périmètre de sécurité.

> LJ/AP